

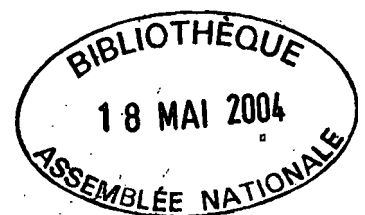
Ministère de l'Emploi,
de la Solidarité sociale
et de la Famille

Québec

E46A1
E88
2004/05
3,3
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2004-2005

Demandes de renseignements **particuliers**
(volet **famille**) de l'opposition officielle
adressées au Ministre de l'Emploi,
de la Solidarité sociale et de la Famille

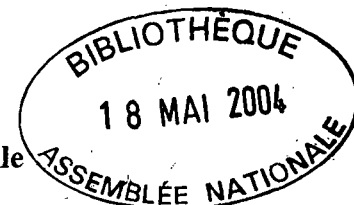


ASSEMBLEE NATIONALE
REQU

4 AVR 26 13:17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle



#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	Famille	
1.	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2003-2004 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclu le 11 septembre 2000.	1
2.	Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2002-2003, 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005 du gouvernement du Québec pour les programmes suivants : a) crédit d'impôt non remboursable des enfants à charge; b) crédit d'impôt remboursable pour frais de garde; c) allocation familiale; d) allocation pour enfant handicapé; e) subventions aux services de garde en distinguant selon le type de service (garderies, CPE installations et milieu familial); f) mesures de réduction d'impôt pour les familles par tranche de revenu.	2
3.	Nombre de places et budgets accordés, par type de services (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2004, comparativement au 31 mars 2003 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 2004.	4
4.	Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour les années 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	5
5.	Nombre de places autorisées, mais qui ne sont pas encore développées depuis 1997, par région.	6
6.	Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde, par catégorie de services (CPE installations, milieu familial et garderie), pour les années 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	7
7.	Demandes d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées, par région et par type de services, depuis le 1 ^{er} avril 1998.	8
8.	Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région, au 31 mars 2004 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 2004 et le 31 mars 2005.	9
9.	Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2004, et prévisions pour l'année 2004-2005.	10
10.	Répartition régionale par type de service de garde, des 11 900 places annoncées par la ministre déléguée à la Famille le 6 février 2004.	11
11.	Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2004 et prévisions pour 2004-2005.	12
12.	Copie de toute étude, analyse ou avis produit sur les conséquences pour le réseau, les parents et les listes d'attente, du report d'un an (à 2006) de l'atteinte de l'objectif de 200 000 places.	13
13.	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	14

E46A1
E 88
2004/05
3,3
OL
P.gouv.
lecture
sur place

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

	Demandes de renseignements particuliers	Page
	Valeur de la contribution parentale par type de services de garde.	15
15.	Nombre de CPE et de garderies dont le personnel ne rencontrait pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 2004 en comparaison avec le 31 mars 2003. Inclure le Plan de redressement du ministère et les mesures financières prévues pour ce plan.	16
16.	Liste de tous les services de garde (CPE installation, milieu familial et garderies privées) avec le ratio éducatrice/enfant par service de garde, par région.	17
17.	Nombre de garderies à but lucratif qui ont augmenté leur ratio éducatrice/enfant depuis la modification de la norme régissant le personnel éducateur des garderies privées.	18
18.	État des travaux réalisés par le comité mis sur pied dans le cadre de l'équité salariale et celui mis sur pied pour la mise en place d'un régime de retraite pour les travailleuses des CPE.	19
19.	Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de services de garde, au 31 mars 2004 comparativement au 31 mars 2003.	21
20.	Liste des 3 000 places en garderie privée autorisées en juillet 2003 par région avec le nombre de places par garderie.	22
21.	Pour les années 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005, donner le montant total des sommes versées ainsi que le nombre de ménages qui ont bénéficié de : a) l'allocation familiale; b) l'allocation familiale pour enfant handicapé; c) l'allocation à la naissance.	23
22.	En y ajoutant, pour chacune des catégories de famille, la moyenne des prestations reçues.	24
23.	Concernant l'allocation familiale et selon les nouveaux barèmes entrés en vigueur le 1 ^{er} août 2000, pour l'année 2003-2004 ; a) le nombre de familles monoparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocations familiales, selon la tranche de revenu ; i) 15 332 \$ ou moins ; ii) de 15 333 \$ à 20 602 \$ iii) de 20 603 \$ à 50 000 \$ iv) plus de 50 000 \$ b) le nombre de familles monoparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocations familiales, selon la tranche de revenu ; i) 15 332 \$ ou moins ; ii) de 15 333 \$ à 20 602 \$ iii) de 20 603 \$ à 50 000 \$ iv) plus de 50 000 \$ c) le nombre de familles biparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocations familiales, selon la tranche de revenu ; j) 15 332 \$ ou moins ; ii) de 15 333 \$ à 20 602 \$ iii) de 20 603 \$ à 50 000 \$ iv) plus de 50 000 \$	25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	d) le nombre de familles biparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocations familiales, selon la tranche de revenu : i) 15 332 \$ ou moins ; ii) de 15 333 \$ à 20 602 \$ iii) de 20 603 \$ à 50 000 \$ iv) plus de 50 000 \$	
24.	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition, 2000, 2001, 2002 et 2003 et les prévisions pour 2004-2005.	27
25.	Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, et prévisions pour 2004-2005.	28
26.	Affectations des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	29
27.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2002-2003 et 2003-2004.	30
28.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2002-2003 et 2003-2004.	31
29.	Nombre d'infractions et type d'infractions par type de services de garde pour les années 2002-2003 et 2003-2004.	32
30.	Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2003 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour pour ce type de garderie.	33
31.	Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.	34
32.	Procès-verbaux des rencontres du comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec : Le Québec en amour avec la famille avec le nom des membres et les dates des rencontres.	35
33.	Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région et précisez les régions qui n'ont pas d'ententes spécifiques.	36
34.	Mesures mises en place pour pallier l'abolition des tables de concertation sur le service de garde avec la création des Conférences régionales des élus (CRÉ).	37
35.	Copies des études et rapports relatifs à la révision et à l'harmonisation du soutien financier aux familles, incluant le rapport du comité interministériel produit le 31 janvier 2002.	38
36.	Copie de tout document relatif à la stratégie interministérielle du soutien au rôle parental.	39
37.	Procès-verbal des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.	40
38.	Copie de tout document relatif au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.	41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
39.	Crédits 2003-2004 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant : a) nombre de demandes reçues; b) nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région; c) prévisions 2004-2005.	42
40.	Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille-travail.	43
41.	Procès-verbal des rencontres du comité de travail conjoint sur les services de garde auquel a fait référence la ministre déléguée lors de l'étude détaillée du projet de loi 32 le 16 décembre 2003 : « Ce projet vise d'abord à assurer une répartition plus efficace des places en service de garde. Il y aura évidemment des modalités à établir parce qu'on est très bien conscients que, lorsque des services de garde accueillent par exemple des enfants handicapés, le ratio peut varier. On va travailler tout ça, Mme la Présidente, avec des comités de travail qui vont se mettre en place dès janvier. »	44
42.	Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère et liste des sommes récupérées auprès d'eux à ce jour.	45
43.	Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1994 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région.	46
44.	Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre ou le ministère avec le gouvernement fédéral depuis 1996 à ce jour dans le dossier du régime d'assurance parentale (congés parentaux).	47
45.	Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec et sommes réclamées par le gouvernement du Québec au gouvernement fédéral en contrepartie.	48
46.	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2002-2003 et 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	49
47.	Nombre de personnes qui ne sont pas admissibles au congé parental du gouvernement fédéral mais qui auraient été couvertes par le régime d'assurance parentale québécois en 2002-2003, 2003-2004 et prévision pour 2004-2005.	50
48.	État de situation des négociations entre le gouvernement fédéral et le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille dans le dossier du régime d'assurance parentale depuis 1996.	51
49.	La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le Ministère et ses organismes ou par un ou des employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.	52
50.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).	53

QUESTION 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

001

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF01

Titre

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2003-2004 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclu le 11 septembre 2000.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Puisque le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est un transfert **inconditionnel**, les sommes d'argent sont versées dans le Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec qui en dispose en fonction des priorités gouvernementales établies.

SOURCE : Direction des programmes à la famille - 2004-03-22
Direction des affaires canadiennes et internationales, 2004-04-19
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre adjointe, DGPF - 2004-03-22
DGPSC, BSMA, 2004-04-21

QUESTION 2

Étude des crédits 2004-2005

002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF2.

Titre

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles de 2002-2003 et 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005 du gouvernement du Québec pour les programmes suivants

A -Crédits d'impôt non remboursable pour enfants à charge (1)

Exercice (2)	Coût total de la mesure
2003 ^p	607 M \$
2004 ^p	622 M\$

(1) Incluant le crédit d'impôt pour enfants à charge, le crédit d'impôt pour famille monoparentale et le crédit d'impôt pour études postsecondaires.

(2) Année civile (année fiscale)

p : prévision

Source : Ministère des Finances

B – Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

Exercice	Coût total de la mesure
2003 ^p	193 M \$
2004 ^p	195 M \$

p : prévision

Source : Ministère des Finances

C – Allocation familiale

Exercice	Coût total de la mesure (Dépense)
2003-2004	491,8 M \$

dépenses budgétaires prévues jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau programme de Soutien aux enfants en janvier 2005

D – Allocation pour enfant handicapé

Exercice	Coût total de la mesure (Dépense)
2003-2004	40,7 M \$

L'allocation pour enfant handicapé sera transformée en crédit d'impôt remboursable en janvier 2005 et intégrée au nouveau programme de Soutien aux enfants.

E – Subventions aux services de garde en distinguant selon le type de service (garderies, installations et milieu familial)

Exercice	Coût total de la mesure (Dépense)	
	CPE	Garderies
2003-2004	1 095,6 M \$ probable	205,1 M \$ probable

- Pour 2003-2004, il s'agit du montant de dépense probable calculé en fonction du développement total de places prévu pour l'exercice financier.

- La subvention est versée au CPE et non à chaque milieu familial ou installation.

F – Réduction d'impôt à l'égard de la famille

Exercice	Coût total de la mesure
2003 ^p	352 M \$
2004 ^p	346 M \$

p : prévision

Source : Ministère des Finances

SOURCE : Direction des programmes à la famille - 2004-04-14
Agence des services à la famille - 2004-04-15
VALIDATION : DGPF - Bureau de la sous-ministre adjointe – 2004-04-20
ASF – Bureau du sous-ministre adjoint – 2004-04-20

QUESTION 3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

0 0 4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF3

Titre

Nombre de places et budgets accordés, par type de services (CPE installation, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2004, comparativement au 31 mars 2003 et prévisions pour le 1^{er} septembre 2004.

Region	CPE/installation	CPE/milieu familial	Garderies
	31 mars 2004	31 mars 2004	31 mars 2004
01	1 311	2 608	0
02	2 159	3 363	273
03	6 266	6 865	2 057
04	2 229	3 021	160
05	3 075	4 092	241
06	19 272	12 150	14 939
07	3 131	4 747	278
08	1 375	2 061	65
09	868	1 230	0
10	1 513	327	0
11	615	1 307	20
12	2 983	5 070	559
13	2 719	4 309	2 448
14	3 061	5 298	1 377
15	3 936	6 419	1 188
16	11 962	16 343	5 533
17	1 799	2 834	299
Total	68 274	82 044	29 437

Important : Les places en milieu familial font actuellement l'objet de validation. La répartition régionale pourrait différer après la validation. Cependant, il n'y aura pas d'impact sur le total des places développées en milieu familial pour la province de Québec.

	2003-2004 (dépense probable)
Subventions	
Subvention de fonctionnement des CPE	1 087,1 M\$
Subvention annuelle des garderies	205,1 M\$
Subventions de développement et d'investissement aux CPE	4,5 M\$
Volet maternité du régime d'assurance collective	4,0 M\$
Sous-total	1 300,7 M\$
Service de la dette des CPE	0 M\$ (1)
Régime de retraite	35,9 M\$

(1) Aucun déboursé n'a été effectué pour le service de la dette compte tenu que les négociations avec les institutions financières se poursuivent avec le soutien du ministère des Finances.

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle
COLLABORATION : Direction du financement du réseau
 Direction générale du soutien aux opérations
VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF4

Titre

Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour les années 2002-2003, 2003-2004 (au 1^{er} mars 2004) et les prévisions pour 2004-2005.

Nouvelles places sous permis au 1 ^{er} mars 2004						
	Installation		Milieu familial		Garderies	
2003-2004	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Région 1	177	15,6	0	0	0	0,0
Région 2	68	3,3	327	11,1	24	10,1
Région 3	104	1,7	386	5,7	151	8,1
Région 4	168	8,2	184	6,8	0	0
Région 5	78	2,6	100	2,7	26	12,1
Région 6	818	4,5	825	7,6	1557	11,9
Région 7	95	3,3	288	6,7	0	0,0
Région 8	45	3,4	62	3,1	0	0,0
Région 9	2	0,2	44	3,7	0	0,0
Région 10	0	0,0	18	5,8	0	0,0
Région 11	60	10,8	20	1,6	0	0,0
Région 12	297	11,1	113	2,5	37	7,1
Région 13	318	13,2	225	5,5	169	7,6
Région 14	270	9,7	295	5,9	-5	-0,4
Région 15	621	19,5	204	3,4	3	0,3
Région 16	1 160	10,8	1790	12,5	455	9,1
Région 17	44	2,5	0	0,0	13	4,5
TOTAL	4 325		4 881		2 430	
Taux de croissance		6,8		6,5		9,2

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle

VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 5

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF5

Titre

Nombre de places autorisées, mais qui ne sont pas encore développées depuis 1997, par région.

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle
VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 6

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF6

Titre

Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde, par catégorie de services(CPE installations, milieu familial et garderies), pour les années 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005

	Taux de couverture au 1 ^{er} mars 2004	
	Installation & Garderie	Milieu familial
	%	%
Total Québec	87.6	83.4
Bas St-Laurent	79.4	113.2
Saguenay/Lac St-Jean	86.9	85.7
Capitale Nationale	90.8	85.3
Mauricie	107.6	92.5
Estrie	88.1	86.5
Montréal	88.0	69.8
Outaouais	59.5	82.8
Abitibi-Témiscamingue	75.9	83.5
Côte-Nord	81.7	96.5
Nord-du-Québec*	63.7	82.7
Gaspésie/Îles de la Madeleine	70.4	106.3
Chaudière-Appalaches	78.8	88.3
Laval	83.1	85.0
Lanaudière	81.9	84.2
Laurentides	69.8	81.1
Montérégie	104.0	87.7
Centre-du-Québec	83.0	86.8

* En excluant dans cette région, les besoins des enfants de communautés autochtones qui font l'objet d'une estimation distincte

SOURCE : Direction générale adjointe des services à la famille

VALIDATION : Direction de la coordination opérationnelle

QUESTION 7

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPF7

Titre

Demandes d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées par région et par type de services, depuis le 1^{er} avril 1998.

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau
VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF8

Titre
Nombre de places à contribution réduite par âge, par région au 1 ^{er} mars 2004 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 2004 et le 31 mars 2005.

Région	Centres de la petite enfance et garderies conventionnées au 1 ^{er} mars 2004		
	Poupons	Plus de 18 mois	Total
01	132	1179	1 311
02	293	2 107	2 139
03	789	7 427	6 238
04	264	2 112	2 216
05	350	2 912	3051
06	2 667	29 743	19 141
07	423	2 820	2980
08	180	1 260	1375
09	98	725	823
10	226	1287	1513
11	54	581	615
12	491	3 051	2983
13	474	4 397	2719
14	380	3 946	3059
15	459	4 353	3811
16	1804	15 077	11891
17	232	1 866	1799
Total	9 316	84 843	94 159

Les permis émis en milieu familial ne spécifient pas de groupes d'âge et ne peuvent donc être inclus dans le présent tableau.

SOURCE : Direction générale adjointe des services à la famille
COLLABORATION: Direction du financement du réseau
 Direction générale du soutien aux opérations
VALIDATION :

QUESTION 9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF9

Titre

Coûts totaux des places à contribution réduite au 31 mars 2004, et prévisions pour l'année 2004-2005.

L'allocation de base est le type d'allocation qui reflète le plus les coûts totaux des places à contribution réduite puisque les allocations supplémentaires et spécifiques sont des allocations répondant à des besoins particuliers pouvant différer d'un service de garde à l'autre.

ALLOCATION DE BASE	2003-2004 Dépense probable
Subvention de fonctionnement des CPE : allocation de base des composantes installations + allocation de base des composantes milieu familial	1 051,4 M\$
Subvention annuelle des garderies : allocation de base	201,1 M\$
TOTAL	1 252,5 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau – Isabelle Déziel
Direction générale du soutien aux opérations

VALIDATION :

QUESTION 10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 10

Titre : Répartition régionale par type de service de garde, des 11 900 places annoncées par la ministre déléguée à la Famille le 6 février 2004.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES PLACES À AUTORISER

Régions	Garderie	Milieu familial	CPE installation	TOTAL
Bas-St-Laurent	21	8	24	53
Saguenay-Lac-St-Jean	102	350	5	457
Capitale-nationale	178	548	110	836
Mauricie	58	106	40	204
Estrie	170	292	100	562
Montréal	1 012	400	400	1 812
Outaouais	314	300	24	638
Abitibi-Témiscamingue	39	368	8	415
Côte-Nord	21	19	0	40
Nord-du-Québec (Jamésie)	24	80	0	104
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	20	19	8	47
Chaudière-Appalaches	156	424	77	657
Laval	307	142	45	494
Lanaudière	509	426	28	963
Laurentides	750	549	51	1 350
Montréal	783	1 800	382	2 965
Centre-du-Québec	80	241	42	363
TOTAL	4 544	6 072	1 344	11 960

SOURCE : Direction de la planification et du soutien à la gestion
VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF11

Titre

Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 1^{er} mars 2004, et prévisions pour 2004-2005.

Au 1^{er} mars 2004 :

	Places requises estimées	Places existantes	Besoins à combler
Bas St-Laurent	4 013	3 924	89
Saguenay/Lac St-Jean	6 436	5 665	771
Capitale-Nationale	16 456	15 394	1 062
Mauricie	5 576	5 252	324
Estrie	7 858	7 092	766
Montréal	50 395	44 137	6 258
Outaouais	10 185	7 820	2 365
Abitibi-Témiscamingue	4 210	3 501	709
Côte-Nord	2 320	2 053	267
Nord-du-Québec	2 596	1 840	756
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	2 074	1 942	132
Chaudière-Appalache	9 473	8 232	1 241
Laval	10 303	9 156	1 147
Lanaudière	11 167	9 636	1 531
Laurentides	13 677	11 029	2 648
Montréal	37 954	32 990	4 964
Centre-du-Québec	5 307	4 732	575
Total	200 000	174 395	25 605

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle

VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF11

Titre

Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 1^{er} mars 2004, et prévisions pour 2004-2005.

Au 1^{er} mars 2004 :

	Places requises estimées	Places existantes	Besoins à combler
Bas St-Laurent	4 013	3 924	89
Saguenay/Lac St-Jean	6 436	5 665	771
Capitale-Nationale	16 456	15 394	1 062
Mauricie	5 576	5 252	324
Estrie	7 858	7 092	766
Montréal	50 395	44 137	6 258
Outaouais	10 185	7 820	2 365
Abitibi-Témiscamingue	4 210	3 501	709
Côte-Nord	2 320	2 053	267
Nord-du-Québec	2 596	1 840	756
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	2 074	1 942	132
Chaudière-Appalache	9 473	8 232	1 241
Laval	10 303	9 156	1 147
Lanaudière	11 167	9 636	1 531
Laurentides	13 677	11 029	2 648
Montréal	37 954	32 990	4 964
Centre-du-Québec	5 307	4 732	575
Total	200 000	174 395	25 605

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle

VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 12

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 12

Titre

Copie de toute étude, analyse ou avis produit sur les conséquences pour le réseau, les parents et les listes d'attente, du report d'un an (à 2006) de l'atteinte de l'objectif de 200 000 places.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle
VALIDATION: Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

014

de fiche : RPF13

Titre

Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2003-2004 et prévisions 2004-2005.

Subvention prévisionnelle 2003-2004 en fonction des places ouvertes au 10 février 2004 (excluant par conséquent le montant de subvention relatif aux places à ouvrir d'ici la fin de l'exercice)		
Région	Centres de la petite enfance	Garderies
	Subvention de fonctionnement	Subvention annuelle
01 Bas St-Laurent	26 767 760 \$	0 \$
02 Saguenay / Lac St-Jean	39 598 410 \$	2 100 827 \$
03 La Capitale Nationale	104 866 043 \$	15 386 990 \$
04 Mauricie	37 888 350 \$	1 382 928 \$
05 Estrie	51 325 963 \$	1 551 278 \$
06 Montréal	240 184 460 \$	100 455 101 \$
07 Outaouais	51 832 911 \$	2 086 884 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	23 687 771 \$	534 922 \$
09 Côte-Nord	14 611 014 \$	0 \$
10 Nord du Québec	17 784 817 \$	0 \$
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	12 467 658 \$	161 294 \$
12 Chaudière-Appalaches	55 125 498 \$	3 952 155 \$
13 Laval	47 356 387 \$	16 907 295 \$
14 Lanaudière	54 157 552 \$	10 564 069 \$
15 Laurentides	67 767 604 \$	7 997 767 \$
16 Montérégie	194 292 611 \$	38 957 511 \$
17 Centre du Québec	32 080 548 \$	2 368 783 \$
Total 2003-2004	1 071 795 358 \$	204 407 805 \$

- La subvention de fonctionnement est versée au CPE et non à chaque installation ou milieu familial

Subvention de développement et d'investissement pour les centres de la petite enfance	
Total 2003-2004 (dépense probable)	4 505 270 \$

Service de la dette des centres de la petite enfance	
Total 2003-2004	Néant

SOURCE : Direction du financement du réseau – Isabelle Déziel
Direction générale du soutien aux opérations

VALIDATION :

¹ Il s'agit de la subvention prévisionnelle de 2003-2004 et non pas de la somme des versements effectués durant 2003-2004. Les versements effectués sont affectés par des avances ou des recouvrements ce qui n'est pas le cas pour la subvention prévisionnelle.

Le montant de subvention pour les nouvelles places qui seront développées entre le 10 février et le 31 mars 2004 n'est pas inclus dans le calcul de la subvention prévisionnelle.

QUESTION 14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

0 1 5

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF14

Titre

Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.

Depuis le 1^{er} janvier 2004 (date de la modification du montant de la contribution parentale de 5\$ à 7\$ par jour), la contribution des parents au financement des dépenses des établissements représente en moyenne:

	Contribution parentale	Contribution gouvernementale
CPE installation	15,7 %	84,3 %
Milieu familial	22,0 %	78,0 %
Garderie	19,3 %	80,7 %
Moyenne (note)	18,6 %	81,4 %

Note : La moyenne est pondérée en tenant compte du nombre de places dans chaque type de services.

SOURCE : Direction du financement du réseau – Isabelle Déziel
Direction générale du soutien aux opérations

VALIDATION :

QUESTION 15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF 15

Titre

Nombre de CPE et de garderies dont le personnel ne rencontrait pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 2004, en comparaison avec le 31 mars 2003. Inclure le Plan de redressement du Ministère et les mesures financières prévues pour ce plan.

ÉTAT DE SITUATION

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction du financement du réseau
Direction générale du soutien aux opérations

VALIDATION :

QUESTION 16

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPF16

Titre

Liste de tous les services de garde (CPE installation, milieu familial et garderies privées) avec le ratio éducatrice/enfant par service de garde par région

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction générale du soutien aux opérations, 8 avril 2004

VALIDATION :

QUESTION 17

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPF17

Titre

Nombre de garderies à but lucratif qui ont augmenté leur ratio éducatrice/enfants depuis la modification de la norme régissant le personnel éducateur des garderies privées

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction générale du soutien aux opérations, 8 avril 2004

VALIDATION :

QUESTION 18

de fiche : RPF18

Titre

État des travaux réalisés par le comité mis sur pied dans le cadre de l'équité salariale et celui mis sur pied pour la mise en place d'un régime de retraite pour les travailleuses des CPE.

LES ÉTAPES D'UNE DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

1. Identifier les catégories d'emplois dans le secteur d'activité.
2. Comparer les catégories d'emplois à prédominance féminine avec les catégories d'emplois à prédominance masculine, au sein du secteur.
3. Estimer les écarts salariaux dans l'entreprise.
4. Déterminer les modalités de versement des ajustements salariaux.
5. Afficher les résultats dans l'entreprise.
6. Procéder au versement des ajustements salariaux.
7. Maintenir l'équité salariale dans l'entreprise.

LES ÉTAPES FRANCHIES PAR LE COMITÉ SECTORIEL

Le comité sectoriel sur l'équité salariale dans les centres de la petite enfance est à la première étape de la démarche.

- Un premier recensement des emplois dans les centres de la petite enfance a été effectué au début de l'année 2003. Cet exercice a permis de parfaire la méthode d'évaluation des catégories d'emplois qui sera utilisée.
- La méthode retenue par le comité comporte l'évaluation de 17 sous-facteurs. (À titre d'exemple : autonomie, créativité, efforts physiques et responsabilités des personnes.)
- La méthode a été soumise à la Commission de l'équité salariale, qui l'a approuvée dans une décision du mois d'octobre 2003.
- En juin 2003, un exercice de description des emplois a été mené. Les emplois ont été décrits de façon détaillée par 573 salariées qui les occupent.
- À l'automne 2003, le comité sectoriel a rédigé un guide de formation à l'intention des évaluateurs et un guide d'interprétation pour l'analyse des emplois, en fonction de la méthode des 17 sous-facteurs.

LES ÉTAPES À FRANCHIR

Afin de compléter la première étape de la démarche, soit l'identification des catégories d'emplois :

- À compter de janvier 2004, l'analyse des 573 questionnaires permettra de définir les catégories d'emplois et d'identifier celles qui sont à prédominance féminine et masculine. Cette analyse sera réalisée par des représentants des salariées et des employeurs;
- L'évaluation des emplois permettra au comité sectoriel de fixer une valeur à chacun de ces emplois;
- Ces résultats seront soumis aux CPE, qui, à titre d'employeurs, pourront alors réaliser la démarche d'équité salariale au sein de leur propre entreprise.

QUESTION 19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF19

Titre

Répartition, par région, des projets enregistrés *en attente* (spécifier le nombre de places, par projet), par type de garde, au 1^{er} mars 2004 comparativement au 31 mars 2003.

EN ATTENTE AU 1 ^{ER} MARS 2004				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Garderie	Nb de places/ Milieu familial
Bas St-Laurent	0	0	0	0
Saguenay/Lac St-Jean	3	0	133	0
Capitale-Nationale	21	478	524	434
Mauricie	3	153	0	127
Estrie	2	125	0	100
Montréal	189	2 755	6 517	1 661
Outaouais	1	0	80	0
Abitibi- Témiscamingue	2	37	0	80
Côte-Nord	1	65	0	50
Nord-du-Québec	1	23	0	23
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	2	30	29	30
Laval	34	364	1 885	470
Lanaudière	12	94	576	50
Laurentides	13	0	869	0
Montérégie	2	124	0	280
Centre-du-Québec	0	0	0	0
TOTAL	286	4 248	10 613	3 305

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle en collaboration avec la
Direction des politiques de la main-d'œuvre et des ressources du réseau

VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF20

Titre: Liste des 3 000 places en garderie privée autorisées en juillet 2003 par région avec le nombre de places par garderie

Région	Places autorisées
Saguenay/Lac St-Jean	43
Capitale-Nationale	178
Mauricie	20
Estrie	26
Montréal	1 577
Outaouais	46
Abitibi	14
Chaudière-Appalaches	61
Laval	208
Lanaudière	189
Laurentides	101
Montréal	757
Centre-du-Québec	34
TOTAL QUÉBEC	

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle
2004-04-08

VALIDATION: Direction de la planification et du soutien à la gestion
2004-04-08

QUESTION 21

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF21

<p>Titre</p> <p>Pour les années 2002-2003, 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005, donner le montant total des sommes versées ainsi que le nombre de ménages qui ont bénéficié de :</p> <p>a) l'allocation familiale;</p> <p>b) l'allocation pour enfant handicapé;</p> <p>c) l'allocation à la naissance.</p>

Tableau 1
Nombre de ménages selon le type d'allocation

	2003-2004 ¹
Allocation familiale	508 500
Allocation pour enfant handicapé	24 120
Allocation à la naissance	s.o ²

(1) Estimé
(2) Le programme a pris fin le 30 septembre 2002
Source : Régie des rentes du Québec

Tableau 2
Montants versés selon le type d'allocation
(millions de dollars)

	2003-2004 ¹
Allocation familiale	491,8
Allocation pour enfant handicapé	40,7
Allocation à la naissance	s.o ²

(1) Estimé
(2) Le programme a pris fin le 30 septembre 2002
Source : Régie des rentes du Québec

QUESTION 22

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF22

Titre

En y ajoutant, pour chacune des catégories de famille, la moyenne des prestations reçues.

Tableau 1
Nombre de familles ayant reçu des allocations familiales
dans l'exercice financier 2003-2004 selon la catégorie de familles (estimé)

Type de famille	- de 25 000 \$	25 000 \$ à 50 000 \$	50 000 \$ et +	Total
Biparentale	79 230	171 808	39 273	290 311
Monoparentale	151 934	63 310	2 967	218 211
Total	231 164	235 118	42 240	508 522

Source : Régie des rentes du Québec

Tableau 2
Moyenne des prestations d'allocations familiales
dans l'exercice financier 2003-2004 selon la catégorie de familles (estimé)

Type de famille	- de 25 000 \$	25 000 \$ à 50 000 \$	50 000 \$ et +	Total
Biparentale	1 221 \$	374 \$	549 \$	629 \$
Monoparentale	1 946 \$	200 \$	323 \$	1 417 \$
Total	1 697 \$	327 \$	533 \$	967 \$

Source : Régie des rentes du Québec

QUESTION 23

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF23

Titre

Concernant l'allocation familiale et selon les nouveaux barèmes entrés en vigueur le 1^{er} août 2000, pour l'année 2003-2004 :

A - Le nombre de familles monoparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche du revenu

Tranches de revenu		Nombre de familles au 31 décembre 2003 (estimé)	
		Nombre	%
15 332 \$ ou moins	(allocation maximale de 1 925 \$)	59 527	46
De 15 333 \$ à 20 602 \$	(application du taux de réduction de 35 %)	16 786	13
De 20 603 \$ à 50 000 \$	(allocation minimale de 80 \$)	51 328	40
Plus de 50 000 \$	(application du taux de réduction de 5 %)	1 049	1
Total		128 690	100

Régie des rentes du Québec

B - Le nombre de familles monoparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu		Nombre de familles au 31 décembre 2003 (estimé)	
		Nombre	%
15 332 \$ ou moins	(allocation maximale de 2 550 \$)	31 687	47
De 15 333 \$ à 21 214 \$	(application du taux de réduction de 35 %)	9 531	14
De 21 215 \$ à 22 537 \$	(application du taux de réduction de 25 %)	1 892	3
De 22 538 \$ à 50 000 \$	(allocation minimale de 160 \$)	22 909	34
Plus de 50 000 \$	(application du taux de réduction de 5 %)	1 066	2
Total		67 085	100

Régie des rentes du Québec

C - Le nombre de familles biparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu		Nombre de familles au 31 décembre 2003 (estimé)	
		Nombre	%
21 825 \$ ou moins	(allocation maximale de 625 \$)	26 149	24
De 21 826 \$ à 24 003 \$	(application du taux de réduction de 25 %)	4 016	4
De 24 004 \$ à 50 000 \$	(allocation minimale de 80 \$)	74 075	67
Plus de 50 000 \$	(application du taux de réduction de 5 %)	5 267	5
Total		109 507	100

Régie des rentes du Québec

D - Le nombre de familles biparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu		Nombre de familles au 31 décembre 2003 (estimé)	
		Nombre	%
21 825 \$ ou moins	(allocation maximale de 1 250 \$)	22 861	21
De 21 826 \$ à 26 183 \$	(application du taux de réduction de 25 %)	7 905	7
De 26 184 \$ à 50 000 \$	(allocation minimale de 160 \$)	67 242	62
Plus de 50 000 \$	(application du taux de réduction de 5 %)	10 407	10
Total		108 415	100

Régie des rentes du Québec

QUESTION 24

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF24

Titre

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2000, 2001, 2002 et 2003 et les prévisions pour 2004-2005.

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

Année	Nombre de familles	Montant total du crédit (M\$)
2003	373 000	193
2004	378 000	195

Source : Ministère des Finances du Québec (estimations)

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants selon l'âge de l'enfant
Année d'imposition 2001¹

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants	Crédit total (M\$)	Crédit moyen (\$)
Moins de un an	17 092	7	411
1 an	27 321	18	652
2 ans	30 411	19	640
3 ans	32 461	19	599
4 ans	35 415	22	617
5 ans	39 989	22	547
6 ans	40 302	18	458
7 ans	28 810	9	302
8 ans	31 554	9	297
9 ans	34 037	9	269
10 ans	35 748	9	259
11 ans	34 688	9	245
12 ans	27 956	6	230
13 ans	19 385	5	254
14 ans ou plus	35 372	9	251
Total	470 543	191	406

(1) Année la plus récente pour laquelle ces données sont disponibles

Source : Ministère des Finances du Québec (estimations)

Nombre de ménages et crédit d'impôt selon la tranche de revenu familial
Année d'imposition 2001¹

Tranche de revenu familial	Nombre de familles	Crédit d'impôt (en M\$)
Moins de 25 000 \$	51 000	35
De 25 000 \$ à 50 000 \$	87 000	59
De 50 000 \$ à 75 000 \$	88 000	42
75 000 \$ ou plus	131 000	55
Total	356 000	191

(1) Année la plus récente pour laquelle ces données sont disponibles

Source : Ministère des Finances du Québec (estimations)

SOURCE : Direction des programmes à la famille, 2004-04-14

VALIDATION : DGPF - Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-21

QUESTION 25

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF25

Titre

Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, et prévisions pour 2004-2005.

Tableau 1
Montants versés pour l'allocation familiale
(millions de dollars)

2002-2003	Variation	2003-2004
512,4	-20,6	491,8

Source : Régie des rentes du Québec

Depuis l'abandon de la récupération des bonifications de la prestation nationale pour enfants du gouvernement fédéral en 2001-2002, les déboursés sont plus stables.

QUESTION 26

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF26

Titre

Affectations des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'instauration de l'allocation familiale en 1997, le Québec a utilisé les économies dégagées suite aux bonifications du gouvernement fédéral dans sa prestation pour enfant afin de développer les services de garde à contribution réduite.

Depuis août 2001, le gouvernement du Québec a cessé de récupérer dans le programme d'allocation les investissements additionnels du gouvernement fédéral dans la prestation nationale pour enfant.

QUESTION 27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

030

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF27

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2002-2003 et 2003-2004.¹

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Service des plaintes – 24 mars 2004
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint
Agence des services à la famille

QUESTION 28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

0 3 1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF28

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2002-2003 et 2003-2004

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Services des plaintes. – 2004-03-24

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint
Agence des services à la famille

QUESTION 29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

032

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF29

Titre

Nombre d'infractions et types d'infractions par type de service de garde pour les années 2002-2003 et 2003-2004.

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle
VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 30

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF30

Titre
Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2003 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour pour ce type de garderie.

DEMANDES DE PERMIS DES GARDERIES À BUT LUCRATIF
À PARTIR DE JUIN 2003

Régions	Nbr de formulaires complétés reçus	Permis émis
01 Bas St-Laurent		
02 Saguenay-Lac-St-Jean	4	
03 Québec	13	
04 Mauricie	3	(1) annulé
05 Estrie	3	
06 Montréal	117	8
07 Outaouais	21	
08 Abitibi	1	
09 Côte-Nord		
10 Nord-du-Québec		
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
12 Chaudière-Appalaches	3	
13 Laval	29	2
14 Lanaudière	45	
15 Laurentides	30	
16 Montérégie	79	2
17 Centre-du-Québec	7	
TOTAL	355	

* Les 355 formulaires correspondent au nombre de permis reçus depuis la levée du moratoire.

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle
VALIDATION : Direction générale adjointe des services à la famille

QUESTION 31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

034

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF31

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe 2004-04-07
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe 2004-04-07

QUESTION 32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

035

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF32

Titre

Procès-verbaux des rencontres du comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec : Le Québec en amour avec la famille avec le nom des membres et les dates des rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe – 2004-04-13

QUESTION 33

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

036

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF33

Titre : Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région et précisez les régions qui n'ont pas d'ententes spécifiques

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les 17 régions administratives ont signé des ententes spécifiques relativement au développement des services de garde venant toutes à échéance le 31 mars 2004.

SOURCE : Direction de la planification et du soutien à la gestion
2004-04-07

VALIDATION: (Indiquer la direction et la date)

QUESTION 34

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF34

Titre

Mesures mises en place pour pallier l'abolition des tables de concertation sur le service de garde avec la création des Conférences régionales des élus (CRÉ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Puisque toutes les recommandations auront été réalisées au cours de 2003-2004, la planification du développement des services de garde et les recommandations en regard du développement de nouvelles places pourront être exclues des ententes à conclure avec les instances régionales reconnues après le 1^{er} avril 2004.

QUESTION 35

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPF35

Titre

Copies des études et rapports relatifs à la révision et à l'harmonisation du soutien financier aux familles, incluant le rapport du comité interministériel produit le 31 janvier 2002.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08

VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 36

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :RPF36

Titre

Copie de tout document relatif à la stratégie interministérielle du soutien au rôle parental.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

QUESTION 37

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPF37

Titre

Procès-verbal des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

QUESTION 38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

041

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF38

Titre

Copie de tout document relatif au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 39

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

042

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF39

Titre

Crédits 2003-2004 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant :

- a) nombre de demandes reçues;
- b) nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région;
- c) prévisions 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) La fin de l'appel des projets est le 8 avril 2004
Une somme 200 000 \$ a été transférée dans un fonds en fidéicommiss géré par la Société d'habitation du Québec)
- b) À venir (mai 2004)
- c) Ne s'applique pas

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 40

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :RPF40

Titre

Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille-travail.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

044

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF41

Titre

Procès-verbal des rencontres du comité de travail conjoint sur les services de garde auquel a fait référence la ministre déléguée lors de l'étude détaillée du projet de loi 32 le 16 décembre 2003 : « Ce projet vise d'abord à **assurer une répartition plus efficace des places en service de garde**. Il y aura évidemment des modalités à établir parce qu'on est très bien conscients que, lorsque des services de garde accueillent par exemple des enfants handicapés, le ratio peut varier. On va travailler tout ça, Mme la Présidente, avec des comités de travail qui vont se mettre en place dès janvier. »

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale du soutien aux opérations, 7 avril 2004
VALIDATION :

QUESTION 42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

045

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF42

Titre

Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère et liste des sommes récupérées auprès d'eux à ce jour.

Sur la base de l'information contenue aux rapports financiers 2002-2003, 151 CPE affichaient des surplus cumulés excédentaires à 25 % de leurs produits. Cependant, plusieurs d'entre eux ont demandé une réévaluation en présentant de l'information postérieure au 31 mars 2003 qui modifie leur situation financière.

En conséquence, il n'est pas possible de dresser la liste des CPE qui auront été finalement affectés par cette disposition des règles budgétaires de 2003-2004, puisque plusieurs dossiers sont encore en cours de traitement à la suite de demandes de révision.

SOURCE : Direction générale du soutien aux opérations, 21 avril 2004

VALIDATION :

QUESTION 43

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 43

Titre : Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1997 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région

RÉGIONS	31 MARS 2003				31 MARS 2004			
	Inst./Gard. (2)	Garderies	Milieu familial	TOTAL	Inst./CPE	Garderies	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	1 134	0	2 607	3 741	1 311	0	2 608	3 919
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 071	237	2 938	5 246	2 159	273	3 363	5 795
Capitale-Nationale	6 134	1 867	6 428	14 429	6 266	2 057	6 865	15 188
Mauricie	2 048	160	2 692	4 900	2 229	160	3 021	5 410
Estrie	2 973	215	3 710	6 898	3 075	241	4 092	7 408
Montréal	18 323	13 117	10 864	42 304	19 272	14 939	12 150	46 361
Outaouais	2 885	278	4 289	7 452	3 131	278	4 747	8 156
Abitibi-Témiscamingue	1 330	65	1 999	3 394	1 375	65	2 061	3 501
Côte-Nord	821	0	1 186	2 007	868	0	1 230	2 098
Nord-du-Québec	1 513	0	309	1 822	1 513	0	327	1 840
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	555	20	1 287	1 862	615	20	1 307	1 942
Chaudière-Appalaches	2 686	522	4 964	8 172	2 983	559	5 070	8 612
Laval	2 401	2 218	4 080	8 699	2 719	2 448	4 309	9 476
Lanaudière	2 789	1 305	5 027	9 121	3 061	1 377	5 298	9 736
Laurentides	3 190	1 047	6 010	10 247	3 936	1 188	6 419	11 543
Montréal	10 731	5 023	14 294	30 048	11 962	5 533	16 343	33 838
Centre-du-Québec	1 755	286	2 671	4 712	1 799	299	2 834	4 932
TOTAL	63 339	26 360	75 355	165 054	68 274	29 437	82 044	179 755
Places développées entre le 1 ^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004								14 701

SOURCE : Direction de la coordination opérationnelle

VALIDATION: Direction de la planification et du soutien à la gestion

QUESTION 44

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

047

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF44

Titre

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre ou le ministère avec le gouvernement fédéral depuis 1996 à ce jour dans le dossier du régime d'assurance parentale (congés parentaux).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille - 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 45

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF45

Titre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec et sommes réclamées par le gouvernement du Québec au gouvernement fédéral en contrepartie.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

049

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF46

Titre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2002-2003 et 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- La RRQ ne dispose pas de données distinctes pour les années 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005.
- La RRQ indique que des données spécifiques par année ne sont pas requises pour l'estimation des coûts du RAP.

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION :

QUESTION 47

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

050

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF47

Titre

Nombre de personnes qui ne sont pas admissibles au congé parental du gouvernement fédéral mais qui auraient été couvertes par le régime d'assurance parentale québécois en 2002-2003, 2003-2004 et prévision pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données demandées ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08
VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 48

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF48

Titre

État de situation des négociations entre le gouvernement fédéral et le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille dans le dossier du régime d'assurance parentale depuis 1996.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction des programmes à la famille – 2004-04-08

VALIDATION : DGPF – Bureau de la sous-ministre adjointe - 2004-04-13

QUESTION 49

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

052

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF49

Titre

Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le Ministère et ses organismes ou par un ou des employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune société (OSBL) n'a été créée par le Ministère au cours des cinq dernières années. De plus, le Ministère ne détient pas d'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL).

SOURCE : Direction des affaires juridiques – 2004-03-16
COLLABORATION :
VALIDATION:

QUESTION 50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

053

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPF50

Titre

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que par consultation sur place.

SOURCE : Direction des ressources matérielles - le 16 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des services à la gestion - le 16 mars 2004